

Déclaration liminaire

CTSD du 11 juin 2019

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,



Cette instance, parce qu'elle va déterminer l'organisation pédagogique de beaucoup d'écoles, est attendue avec grande impatience par tous les collègues mais pas qu'eux. En effet, nombre de parents, nombre d'élus s'interrogent aussi sur la communication intense du Président de la République et du Ministre de l'Education Nationale, alors que la réalité du terrain, leur réalité, celle de leurs enfants et de leurs enseignants, est bien loin du discours idyllique qui leur est servi. Classes surchargées, enseignants non remplacés, RASED exsangues, etc...

« Plus de fermeture d'école » : belle promesse qui s'est transformée dans l'esprit du public (parents, élus, parfois même collègues) en « plus de fermeture de classe ». Et la nouvelle s'est répandue plus vite que les ragots devant une cour d'école. Bien sûr, la pensée présidentielle a rapidement été précisée par un communiqué ministériel très discret, bien plus discret que l'annonce initiale et surtout bien moins médiatisé.

Par ailleurs, l'Unsa-éducation s'interroge sur le bien-fondé d'annulations de fermetures d'écoles quand des réorganisations concertées qui allaient dans le sens de l'intérêt des enseignants et des élèves avaient pu se mettre en place.

Pour continuer, nous constatons que la cible des 12 élèves par classes dans les CP et les CE1 d'éducation prioritaire est loin d'être atteinte dans notre département puisque la moyenne se situe à 13,5 pour les CP et 13,7 pour les CE1. Selon nos calculs, il manque 27 ETP pour ramener ces moyennes à 12.

Cela nous rend forcément méfiants sur les annonces « Dédoublage des GS en Education Prioritaire » et « limitation à 24 élèves par classe en GS, CP, CE1 » : belles intentions qui font écho à la promesse du candidat Macron aux élections présidentielles. Si ces intentions ne peuvent que retenir toute l'attention de l'UNSA Education, notre organisation syndicale ne peut y souscrire sans garanties.

Les promesses, pour être tenues, ne peuvent se faire à moyens constants. Elles nécessitent des nouveaux moyens ; en locaux tout d'abord – ce qui posera de nombreux problèmes aux communes – mais aussi et surtout des moyens humains. Des personnels formés. Or il ne semble pas que des modifications budgétaires soient envisagées par le gouvernement pour permettre l'ouverture de postes. Il ne semble pas que le nombre de places ouvertes aux concours soit abondé afin de pouvoir répondre aux besoins identifiables et identifiés inhérents à la mise en place de ces promesses.

Le SE-Unsa estime donc absolument nécessaire l'annonce d'un plan pluriannuel de recrutements par concours de professeurs des écoles, avec la constitution et le recours à des listes complémentaires dans les académies dès cette session 2019.

N'oublions pas de remettre dans le paysage de la carte scolaire les problématiques actuelles qui restent sans solution. Nous pensons à l'état du remplacement par exemple car la pénurie est toujours d'actualité ; aucune création prévue selon le document de travail.

Autre exemple, nous pensons au manque cruel de Psychologues EDA. Alors que les besoins sont criants, aucune ouverture de poste n'est actée.

Un dernier exemple, celui d'écoles avec des classes surchargées et qui doivent jouer le jeu de l'inclusion ; proches du seuil d'ouverture voire au-dessus de ce seuil si les élèves d'ULIS étaient pris en compte dans les effectifs ; pas plus d'ouverture.

A propos d'inclusion, la mise en place des PIAL suscite des nombreuses inquiétudes. Dans un contexte d'explosion des notifications MDPH, ces pôles d'inclusion ont-ils vocation à gérer la misère en terme d'accompagnement ? Comment seront-ils pilotés ? On attend toujours le cadrage académique et départemental.

Finalement, quelles sont les consignes ministérielles pour répondre aux annonces présidentielles, quelle visibilité est attendue pour la prochaine rentrée et les suivantes, comment cela va-t-il se traduire dans notre département ? Recours accru aux contractuels ? Redéploiement des moyens du second degré vers le premier degré ? Fermetures massives de classes en ruralité ? Va-t-on devoir entasser les élèves dans les autres classes pour permettre de à dédoubler en GS et d'avoir des classes en GS, CP et CE1 à 24 ?

Pour finir, nous souhaitons vous interpeller sur la future politique de GRH de proximité qui devra être mise en place dans les départements et académies dès la rentrée. Les vœux pieux ainsi que les bonnes volontés locales ne suffiront pas à la rendre efficace. Il faudra des moyens humains dédiés ; il faudra une ambitieuse formation des cadres du 1er et du 2° degré. Le rapport des IG stipule que notre académie fait partie de celles où les dispositifs RH mis en place au niveau académique n'ont aucun lien avec les inspecteurs du 1er degré.

Pour l'Unsa éducation, ce serait une erreur de continuer de demander aux IEN d'être seuls responsables de la GRH de proximité. Focalisés sur la réussite des élèves, les inspecteurs du 1er degré n'ont ni le temps, ni les moyens, ni bien souvent la pertinence, de mener cette GRH de proximité qui leur incomberait pourtant. Face à la dégradation des conditions de travail des enseignants, de nouvelles solutions volontaristes doivent être inventées et mises en place, pour que l'accompagnement de proximité ne se résume pas, la plupart du temps, uniquement à un accompagnement pédagogique.

Je vous remercie.